

PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS  
Service protection de l'environnement

AFFAIRE SUIVIE PAR : Michelle LEDROLE

☎ : 04.56 59 49 61

📠 : 04.56 59 49 96

✉ : michele.ledrole@isere.gouv.fr

## **A R R E T E D'AUTORISATION N°2013-097-0017**

Le Préfet de l'Isère  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, notamment le livre V, titre 1<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement) et le livre II, titre 1<sup>er</sup> (eau et milieux aquatiques) ;

**VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

**VU** l'ensemble des décisions ayant réglementé les activités de création et de production de systèmes de fixations techniques et de raccords pour fluides de la société A. RAYMOND sur ses sites de GRENOBLE et de SAINT-EGREVE ;

**VU** la demande ainsi que l'étude d'impact et les plans des lieux présentés le 18 juillet 2012, et complétés le 04 octobre 2012, par la société A. RAYMOND en vue d'obtenir l'autorisation d'étendre son site de production de SAINT-EGREVE – ZAC des Iles – 6, rue des Abattoirs afin de regrouper l'ensemble des activités actuellement exploitées sur le site situé Cours Berriat à Grenoble et sur le site de A. RAYMOND LIFE à SAINT-EGREVE et d'augmenter ses capacités de production ;

**VU** l'avis de recevabilité de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, unité territoriale de l'Isère en date du 12 octobre 2012 ;

**VU** l'avis de l'autorité environnementale en date du 14 décembre 2012 ;

**VU** l'arrêté d'ouverture d'enquête n°2012-353-0012 du 18 décembre 2012 ;

**VU** le procès-verbal de l'enquête publique ouverte, du 21 janvier 2013 au 22 février 2013 inclus, en mairie de SAINT-EGREVE, les certificats d'affichage et avis de publication ;

**VU** le rapport relatant l'enquête publique et les conclusions établies le 24 mars 2013 par monsieur Michel BADEL, désigné en qualité de commissaire-enquêteur par le tribunal administratif de GRENOBLE ;

**VU** l'avis du délégué territorial de l'Isère de l'agence régionale de santé Rhône-Alpes, du 20 novembre 2012 ;

**VU** l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) du site, du 4 juin 2012 ;

**VU** l'avis du directeur régional des affaires culturelles Rhône-Alpes, du 8 novembre 2012, précisant que le dossier ne donne lieu à aucune prescription d'archéologie préventive ;

**VU** l'avis du directeur de l'institut national de l'origine et de la qualité, du 29 novembre 2012 ;

**VU** l'avis du directeur départemental des territoires en date du 17 décembre 2012 ;

**VU** l'avis du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi – unité territoriale Isère, du 18 décembre 2012 ;

**VU** l'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours en date du 27 décembre 2012 ;

**VU** l'avis du conseil municipal de VOREPPE en date du 28 janvier 2013 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, unité territoriale de l'Isère en date du 7 juin 2013 ;

**VU** la lettre du 10 juin 2013 invitant l'exploitant à se faire entendre par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques et lui communiquant les propositions de l'inspecteur des installations classées ;

**VU** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 20 juin 2013 ;

**VU** la lettre du 24 juin 2013 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté concernant son établissement ;

**CONSIDERANT** que le site est répertorié dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques suivantes :

**2560-1** : Travail mécanique des métaux et alliages, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW (**1500 kW**) – **autorisation** ;

**2562-1** : Chauffage et traitements industriels par l'intermédiaire de bains de sels fondus, le volume des bains étant supérieur à 500 litres (**30000 l**) – **autorisation** ;

**2564-1** : Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc.) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques(1), le volume des cuves de traitement étant supérieur à 1500 litres (**1550 l**) – **autorisation** ;

*(1) Solvant organique : tout composé organique volatil (composé organique ayant une pression de vapeur de 0,01 kPa ou plus à une température de 293,15 K ou ayant une volatilité correspondante dans des conditions d'utilisation particulières), utilisé seul ou en association avec d'autres agents, sans subir de modification chimique, pour dissoudre des matières premières, des produits ou des déchets, ou utilisé comme agent de nettoyage pour dissoudre des salissures, ou comme dissolvant, dispersant, correcteur de viscosité, correcteur de tension superficielle, plastifiant ou agent protecteur.*

**2661-1-a** : Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification,



etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 10 tonnes/jour (**16t/j**) – **autorisation** ;

**2662-2** : Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), le volume susceptible d'être stocké étant supérieure ou égal à 1000 m<sup>3</sup>, mais inférieur à 40000 m<sup>3</sup> (**2425 m<sup>3</sup>**) - **enregistrement** ;

**1185-2-a** : Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). Emploi dans des équipements clos en exploitation - Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (1900 kg) – **déclaration** ;

**1200-2-c** : Combustibles (emploi ou stockage de substances ou mélanges) tels que définis à la rubrique 1000 à l'exclusion des substances visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 tonnes, mais inférieure à 50 tonnes (**35 t**) – **déclaration** ;

**1510-3** : Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts, le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 5000 m<sup>3</sup>, mais inférieur à 50000 m<sup>3</sup> (**22100 m<sup>3</sup>**) – **déclaration avec contrôle** ;

**2561** : Trempé, recuit ou revenu des métaux et alliages - **déclaration** ;

**2565-2-b** : Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibroabrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564. Procédés utilisant des liquides (sans mise en oeuvre de cadmium, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume total des cuves de traitement étant supérieur à 200 litres mais inférieur à 1500 litres (**350 l**) – **déclaration avec contrôle** ;

**2661-2-b** : Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 2 tonnes/jour, mais inférieure à 20 tonnes/jour (**5t/j**) - **déclaration** ;

**2663-2-c** : Produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 1000 m<sup>3</sup>, mais inférieur à 10000 m<sup>3</sup> (**1630 m<sup>3</sup>**) – **déclaration** ;

**2910-A2** : Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes ; si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW (**2,35 MW**) - **déclaration avec contrôle** ;

*NOTA : la puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en PCI, susceptible d'être consommée par seconde. La biomasse au sens du A de la rubrique 2910 se présente à l'état naturel et n'est ni imprégnée ni revêtue d'une substance quelconque. Elle inclut le bois sous forme de morceaux bruts, d'écorces, de bois déchiquetés, de sciures, de poussières de ponçage ou de chutes issues de l'industrie du bois, de sa transformation ou de son artisanat.*

**CONSIDERANT** que le dossier de demande d'autorisation présenté par la société A. RAYMOND et les prescriptions techniques ci-jointes sont de nature à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

## **A R R E T E**

**ARTICLE 1er** – La société A. RAYMOND (siège social : 113 cours Berriat 38000 GRENOBLE ) est autorisée à exploiter les installations classées répertoriées dans le tableau visé à l'article 1.2.1 des prescriptions techniques annexées au présent arrêté sur son site de SAINT-EGREVE (38120), ZAC des Iles, 6 rue des Abattoirs.

La présente autorisation est accordée dans les conditions du dossier de demande d'autorisation déposé et sous réserve du strict respect des prescriptions particulières **ci-annexées**.

**ARTICLE 2** - Conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du livre V, titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E) du code susvisé, des prescriptions additionnelles pourront être prescrites par arrêtés complémentaires pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

**ARTICLE 3** - Le présent arrêté vaut autorisation au titre de la loi sur l'eau.

**ARTICLE 4** - L'installation devra être mise en service dans le délai de trois années à partir de la notification de la présente décision. Dans le cas contraire, le permissionnaire en avisera le Préfet, par lettre recommandée, en indiquant, le cas échéant, les raisons de force majeure qui seraient de nature à expliquer ce retard. Il en sera de même s'il veut reprendre son exploitation après une interruption de deux années consécutives.

**ARTICLE 5** - La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire de satisfaire, le cas échéant, aux prescriptions de la réglementation en vigueur en matière de voirie et de permis de construire.

**ARTICLE 6** - L'exploitant devra déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. En cas d'accident, il sera tenu de remettre à l'inspecteur des installations classées un rapport répondant aux exigences de l'article R.512-69 du code de l'environnement.

**ARTICLE 7** - Conformément aux dispositions de l'article R 512-33 du code de l'environnement, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute extension de l'exploitation devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

Tout transfert dans un autre emplacement, d'une installation soumise à autorisation, devra faire l'objet d'une demande préalable au Préfet.



**ARTICLE 8** - En cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant est tenu de notifier au Préfet la date de cet arrêt au moins 3 mois avant cette dernière, en joignant un dossier qui indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site et les propositions sur le type d'usage futur du site, conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

Les mesures précitées relatives à la mise en sécurité comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Au moment de la notification, l'exploitant transmettra également au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, les documents en sa possession sur les activités de l'entreprise dont les propositions d'usage futur, dans les conditions fixées par l'article R.512-39-2 du code de l'environnement.

L'exploitant transmettra enfin au Préfet un mémoire de réhabilitation du site précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, conformément aux dispositions de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement. Les travaux et mesures de surveillance nécessaires pourront être prescrites par arrêté préfectoral au vu du mémoire de réhabilitation.

**ARTICLE 9** - Un extrait du présent arrêté sera tenu à la disposition de tout intéressé. Il sera affiché à la porte de la mairie de SAINT-EGREVE et publié sur le site internet de la préfecture de l'Isère pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

**ARTICLE 10** – En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

- par l'exploitant ou le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après sa publication ou son affichage, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**ARTICLE 11** - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

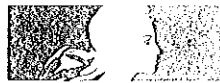
**ARTICLE 12** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Maire de SAINT-EGREVE et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Rhône-Alpes en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société A.RAYMOND.

Grenoble, le 16 JUL. 2013

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire Général Adjoint

  
BRUNO CHARLOT



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

p 1 / 37

PRÉFET DE L'ISÈRE

VU pour être annexé  
à l'arrêté préfectoral n°2013- 137 - 0017  
en date de ce jour.  
Grenoble, le 16 JUIL. 2013

Le Préfet pour le Préfet, par délégation,  
le Secrétaire Général Adjoint

Bruno CHARLOT

**Société A.RAYMOND**

**38120 SAINT EGREVE**

**PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

## Liste des articles

<b>TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES.....</b>	<b>3</b>
CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION.....	3
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS .....	3
CHAPITRE 1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION .....	5
CHAPITRE 1.4 DUREE DE L'AUTORISATION .....	5
CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIERES .....	6
CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE .....	6
CHAPITRE 1.7 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS .....	7
CHAPITRE 1.8 ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES.....	7
<b>TITRE 2 – GESTION DE L'ETABLISSEMENT.....</b>	<b>8</b>
CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS .....	8
CHAPITRE 2.2 RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES .....	8
CHAPITRE 2.3 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE.....	8
CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PREVENU .....	8
CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS .....	9
CHAPITRE 2.6 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	9
CHAPITRE 2.7 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION .....	9
<b>TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE.....</b>	<b>11</b>
CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS .....	11
CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET .....	11
<b>TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....</b>	<b>14</b>
CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	14
CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	15
CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU ...	16
<b>TITRE 5 - DECHETS.....</b>	<b>20</b>
CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION .....	20
<b>TITRE 6 PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....</b>	<b>22</b>
CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES.....	22
CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES .....	22
CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS .....	22
<b>TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....</b>	<b>23</b>
CHAPITRE 7.1 GENERALITES .....	23
CHAPITRE 7.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES .....	23
CHAPITRE 7.3 DISPOSITIF DE PREVENTION DES ACCIDENTS.....	28
CHAPITRE 7.4 DISPOSITIF DE RETENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES .....	29
CHAPITRE 7.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION.....	30
<b>TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT .....</b>	<b>32</b>
CHAPITRE 8.1 SANS OBJET.....	32
CHAPITRE 8.2 SANS OBJET.....	32
CHAPITRE 8.3 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX STOCKAGES DE POLYMERES RELEVANT DE LA RUBRIQUE N°2662.....	32
CHAPITRE 8.4 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX STOCKAGES DE SOLVANTS.....	32
CHAPITRE 8.5 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DES RUBRIQUES N°1200, N°1510, N°2561, N°2565, N°2661-2, N°2663-2 ET N°2910.....	32
CHAPITRE 8.6 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX CIRCUITS DE REFROIDISSEMENT DES FOURS DE TRAITEMENT THERMIQUE ET DE RAFFRAICHISSEMENT DES LOCAUX.....	32
CHAPITRE 8.7 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE N°1185.....	33
<b>TITRE 9 - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS .....</b>	<b>35</b>
CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE .....	35
CHAPITRE 9.2 MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE.....	35
CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS.....	36
CHAPITRE 9.4 BILANS PERIODIQUES .....	37



## TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

### CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

#### ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société A.RAYMOND dont le siège social est situé 113 Cours Berriat à GRENOBLE (38000) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de SAINT-EGREVE (38120), ZAC des Iles, au 6 rue des Abattoirs, les installations détaillées dans les articles suivants.

#### ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

Sans objet

#### ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISEES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DECLARATION OU SOUMISES A ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

### CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère et seuil de classement	Volume autorisé et unité
2560	1	A	Travail mécanique des métaux et alliages,	Bâtiment A : 140 kW Bâtiment D : 1359,4 kW	Puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation supérieure à 500 kW	1500 kW
2562	1	A	Chauffage et traitements industriels par l'intermédiaire de bains de sels fondus	Bâtiment D : 2 installations de traitement par bains de sels fondus	volume des bains supérieur à 500 litres	30000 litres
2564	1	A	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, ...) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques	Bâtiment A : 1 machine à dégraisser au neutrafilm H55 (1 bac de 350 litres) Bâtiment D : 1 machine de nettoyage au solvant A3 (2 bacs de 600 litres chacun)	volume des cuves de traitement supérieur à 1500 litres	1550 litres
2661	1-a	A	Transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression	Transformation de matières plastiques par injection : Bâtiment A et E	quantité de matière susceptible d'être traitée supérieure à 10 t/j	16 t/j
2662	2	E	Stockage de polymères	Bâtiment C (granulés) : 1675 m <sup>3</sup> Bâtiment E (granulés) : 750 m <sup>3</sup>	volume susceptible d'être stocké supérieur à 1000 m <sup>3</sup>	2425 m <sup>3</sup>

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère et seuil de classement	Volume autorisé et unité
1185	2-a	D	Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 - Emploi dans des équipements clos en exploitation - Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur)	Sécheurs, Groupes froids, Rooftop	Equipements de capacité unitaire supérieure à 2 kg et quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation supérieure ou égale à 300 kg	1900 kg dont 900 pour le bâtiment existant (bâtiment A)
1200	2-c	D	Emploi ou stockage de produits combustibles	Bâtiment D : 4 palettes de 2 t et 3 bacs de 9t de sels de trempe fondus classés combustibles	quantité susceptible d'être présente dans l'installation supérieure à 2 tonnes	35 tonnes
1510	3	D	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts	Bâtiment C : produits finis et semi-finis et matières premières (plastiques, métal...) stockés en mélange : magasin MP (plastique et métal) : $1083 \text{ m}^2 \times 15,3\text{m} = 16570 \text{ m}^3$ magasin pièces plastiques (flux sous-traitance ou départ stock Technisud) : $656,9 \text{ m}^2 \times 8,3\text{m} = 5452 \text{ m}^3$	volume des entrepôts supérieur à 5000 m <sup>3</sup>	22100 m <sup>3</sup> (1800 tonnes de matières combustibles)
2561		D	Trempé, recuit ou revenu des métaux et alliages	1 four de traitement thermique (cémentation)		
2565	2-b	D	Revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique. Procédés utilisant des liquides.	Bâtiment D : 1 machine à dégraisser (bac de 350 litres de soude)	volume des cuves de traitement supérieur à 200 litres	350 litres
2661	2-b	D	Transformation de polymères par tout procédé exclusivement mécanique	Transformation de matières plastiques par broyage Bâtiment A : 4,3 t/j Bâtiment E : 0,7 t/j	quantité de matière susceptible d'être traitée supérieure à 2 t/j	5 t/j
2663	2-c	D	Stockage de produits dont au moins 50% de la masse totale unitaire est composée de polymères	Bâtiment C : 6000 caisses de produits semi-finis plastiques, soit 580 m <sup>3</sup> Bâtiment E : 750 m <sup>3</sup> de pièces finies et semi-finies En cours bâtiments A et E : 300 m <sup>3</sup>	volume susceptible d'être stocké supérieur à 1000 m <sup>3</sup>	1630 m <sup>3</sup>
2910	A-2	D	Installation de combustion consommant exclusivement du gaz naturel, du fioul domestique, ...	Installations de combustion fonctionnant au gaz naturel : 5 installations de puissance 800 kW, 700 kW, 350 kW et 2 $\times$ 250kW, implantées dans des bâtiments distincts, non raccordables techniquement	puissance thermique maximale de l'installation supérieure à 2 MW	2,35 MW
1131	1	NC	Stockage et emploi de substances toxiques solides	Bâtiment E : 3 tonnes	Quantité inférieure à 5 t	3 tonnes
1131	2	NC	Stockage et emploi de substances toxiques liquides	Bâtiment E : <1 tonne	Quantité inférieure à 1 t	<1 tonne
1220		NC	Stockage d'oxygène	Bâtiment D : <2 tonnes	Quantité inférieure à 2 t	<2 tonnes
1412		NC	Stockage de gaz inflammables liquéfiés	Extérieur bâtiment D (propane) : <6 tonnes	Quantité inférieure à 6 t	<6 tonnes
1418		NC	Stockage d'acétylène	Bâtiment D : <100 kg	Quantité inférieure à 100 kg	<100 kg



Rubrique	Alinéa	AS, A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère et seuil de classement	Volume autorisé et unité
1432		NC	Stockage de liquides inflammables, en quantité inférieure à 10 m <sup>3</sup>	Stockage de méthanol, de fioul, de solvants en petites quantités	Volume équivalent inférieur à 10 m <sup>3</sup>	8,7 m <sup>3</sup>
1433	B	NC	Installations de mélange ou d'emploi de liquides inflammables	Bâtiment D (électroérosion)	Quantité inférieure à 1t	1200 litres ou 975 kg
1530		NC	Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues	Bâtiment D : 40 palettes de cartons	Quantité inférieure à 1000 m <sup>3</sup>	80 m <sup>3</sup>
1532		NC	Dépôt de bois secs ou matériaux combustibles analogues	Palettes en bois	Quantité inférieure à 1000 m <sup>3</sup>	300 m <sup>3</sup>
2925		NC	Atelier de charge d'accumulateurs	Installations de charge d'accumulateurs	Puissance maximale de courant continu utilisable inférieure à 50 kW dans un même atelier	<50 kW par atelier

A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

#### ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
SAINT-EGREVE	Section AO parcelles 52, 53, 3, 4, 5, 6, 46 et 54 (en partie)	ZAC des Iles et ZAC ETAMAT

#### ARTICLE 1.2.3. SANS OBJET

#### ARTICLE 1.2.4. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISEES

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- bâtiment A (bâtiment existant) : injection de matières plastiques
- bâtiment B « PIC et Supports » (nouveau bâtiment) : bureaux et laboratoire
- bâtiment C (nouveau bâtiment) : stockage des matières premières plastiques et métal, stockage des produits semi-finis et finis ;
- bâtiment D « métal » (nouveau bâtiment) : travail mécanique des métaux (presses, usinage), traitement thermique des métaux, traitement de surface (dégraissage/protection)
- bâtiment E « ARAYMOND LIFE » : injection de matières plastiques, stockage de matières premières et de produits finis.

Le site est exploité 24h/24, 7 jours par semaine.

Il dispose d'installations annexes telles que 5 chaudières fonctionnant au gaz naturel pour le chauffage des locaux, des installations de compression/réfrigération, des zones de charge d'accumulateurs pour le fonctionnement des chariots (bâtiment A, C, D et E), un réservoir enterré de 5 m<sup>3</sup> de propane, un réservoir enterré de 6 m<sup>3</sup> de méthanol et une cuve de 8 m<sup>3</sup> d'azote utilisés pour le four de cémentation.

Le refroidissement des fours et le rafraîchissement des bureaux sont obtenus par une utilisation de l'eau souterraine par pompage et réinjection en nappe, le circuit permettant de refroidir, via un échangeur à plaques, le fluide circulant dans un réseau secondaire au niveau du procédé et des bureaux. Le débit maximal de réinjection est de 190 m<sup>3</sup>/h pour un débit moyen annuel de 120 m<sup>3</sup>/h.

### CHAPITRE 1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

#### ARTICLE 1.3.1. CONFORMITE

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, et en particulier le dossier de demande d'autorisation déposé le 4 octobre 2012 (et complété le 26 octobre 2012, 17 décembre 2012, le

18 décembre 2012 et le 23 janvier 2013) et ses annexes. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## **CHAPITRE 1.4 DUREE DE L'AUTORISATION**

### **ARTICLE 1.4.1. DUREE DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

## **CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIERES**

**SANS OBJET**

## **CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE**

### **ARTICLE 1.6.1. PORTER A CONNAISSANCE**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **ARTICLE 1.6.2. MISE A JOUR DES ETUDES D'IMPACT ET DE DANGERS**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### **ARTICLE 1.6.3. EQUIPEMENTS ABANDONNES**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **ARTICLE 1.6.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou de déclaration.

### **ARTICLE 1.6.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

### **ARTICLE 1.6.6. CESSATION D'ACTIVITE**

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage industriel ou équivalent.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.



## CHAPITRE 1.7 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

### ARTICLE 1.7.1. RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

### CHAPITRE 1.8 ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Textes
Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et notamment sa section III (dispositions relatives à la protection contre la foudre)
Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux
Arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs
Décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets
Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
Arrêté du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines
Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion

---

## **TITRE 2 – GESTION DE L'ETABLISSEMENT**

---

### **CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GENERAUX**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

#### **ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

### **CHAPITRE 2.2 RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES**

#### **ARTICLE 2.2.1. RESERVES DE PRODUITS**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

### **CHAPITRE 2.3 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE**

#### **ARTICLE 2.3.1. PROPRETE**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

#### **ARTICLE 2.3.2. ESTHETIQUE**

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.

Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation, etc.), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.

### **CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PREvenu**

#### **ARTICLE 2.4.1. DANGER OU NUISANCE NON PREvenu**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

## CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

### ARTICLE 2.5.1. DECLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## CHAPITRE 2.6 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

### ARTICLE 2.6.1. RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

## CHAPITRE 2.7 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION

### ARTICLE 2.7.1. RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
Article 4.1.3.2.2 et article 4.3.5	Inspection des forages de prélèvement et de rejet	Tous les 10 ans
Article 4.3.4	Entretien des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures	Annuelle
Article 7.3.4	Système d'extinction automatique : vérifications de maintenance et tests	Semestrielle
Article 8.6	Analyses d'eau sur les circuits primaires et secondaires	Mensuelle puis tous les 6 mois
Article 9.2.1.1.1	Autosurveillance des rejets atmosphériques par la mesure	Annuelle ou tous les 3 ans
Article 9.2.1.1.2	Autosurveillance des rejets atmosphériques par le bilan	Annuelle
Article 9.2.2	Prélèvement d'eau de nappe : – mesure du débit, de la température, de la conductivité, du niveau de nappe	En continu
	– analyses physico-chimiques	Mensuelle, puis tous les 6 mois
Article 9.2.3.1	Rejet d'eau de nappe : – mesure du débit, de la température, de la conductivité, du niveau de nappe	En continu
	– analyses physico-chimiques	Mensuelle, puis tous les 6 mois

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
Article 9.2.6.1	Niveaux sonores	6 mois à compter de la mise en service puis tous les 3 ans
Article 1.6.6	Notification de mise à l'arrêt définitif	3 mois avant la date de cessation d'activité
Article 9.3.2	Prélèvement et réinjection en nappe : synthèse des données mesurées	Trimestrielle
Article 9.4.1	Bilans et rapports annuels	Annuelle
	Déclaration annuelle des émissions	Annuelle



---

## **TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

---

### **CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GENERALES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

#### **ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

#### **ARTICLE 3.1.3. ODEURS**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

#### **ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

#### **ARTICLE 3.1.5. EMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES**

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (réceptifs, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Les installations de broyage sont équipées de systèmes de filtration permettant de collecter et de confiner les poussières générées, sans rejet dans l'environnement.

### **CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET**

#### **ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GENERALES**

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les installations de travail mécanique des métaux sont équipées de filtres permettant de récupérer les microgouttes d'huile en suspension dans l'air, et raccordées à une centrale d'aspiration générale.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

#### ARTICLE 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDEES

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible
1 et 2	Brûleurs des fours de traitement thermique	/	Gaz naturel
3, 4, 5, 6, 7	Chaudières	Entre 350 kW et 800 kW	Gaz naturel
8	Local électroérosion	/	/
9	Zone soudure atelier moules	/	/
10 et 11	Bains de sels fondus	30000 litres	/
12	Presses/usinage	/	/

#### ARTICLE 3.2.3. CONDITIONS GENERALES DE REJET

	Hauteur en m
Conduits N° 1 et N°2	17 mètres
Conduits N°3 à n°7	6 mètres
Conduit N°8	10 mètres
Conduit N°9	8 mètres
Conduits N°10 et n°11	17 mètres
Conduit n°12	10 mètres

La vitesse d'éjection des gaz doit être supérieure ou égale à 5 m/s.

#### ARTICLE 3.2.4. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.

Paramètre	Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>					
	Conduit n°1 et n°2	Conduit n°3 à n°7	Conduit n°8	Conduit n°9	Conduits n°10 et n°11	Conduit n°12
O <sub>2</sub> Concentration de référence	3 %	3 %	21 %	21 %	21 %	21 %
Poussières	150 mg/Nm <sup>3</sup>	/	/	/	150 mg/Nm <sup>3</sup>	150 mg/Nm <sup>3</sup>
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	150 mg/Nm <sup>3</sup>	chaudières existantes : 150 mg/Nm <sup>3</sup> nouvelles chaudières : 100 mg/Nm <sup>3</sup> (*)	/	/	100 mg/Nm <sup>3</sup>	/
COVNM	/	/	110 mg/Nm <sup>3</sup>	110 mg/Nm <sup>3</sup>	/	110 mg/Nm <sup>3</sup>
Acidité en H <sup>+</sup>	/	/	/	/	0,5 mg/Nm <sup>3</sup>	/
Alcalinité en OH <sup>-</sup>	/	/	/	/	10 mg/Nm <sup>3</sup>	/

(\*) : les chaudières existantes sont celles dont l'exploitation est antérieure à la date du présent arrêté, les nouvelles chaudières étant celles dont l'exploitation est postérieure à la date du présent arrêté.

#### ARTICLE 3.2.5. VALEURS LIMITES DES FLUX DE POLLUANTS REJETES

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

- émissions totales (canalisées et diffuses) de COVNM issues des activités d'électroérosion et des 2 machines de dégraissage :
  - 2 tonnes/an
  - et émissions diffuses de COVNM issues des 2 machines de dégraissage inférieures à 20 % de la quantité totale de solvants utilisée (\*)
- émissions diffuses de COVNM issues des activités d'injection de matières plastiques (bâtiment A et E) : 5 tonnes/an
- émissions canalisées de COVNM issues des conduits n°8, n°9 et n°12 : flux inférieur à 10 g/h pour chacun des rejets.

(\*) on entend par « quantité totale de solvants utilisée » la quantité de solvants organiques, à l'état pur ou dans les « mélanges », qui est utilisée dans l'exercice d'une activité, y compris les solvants recyclés à l'intérieur ou à l'extérieur de l'installation, qui sont comptés chaque fois qu'ils sont utilisés pour l'exercice de l'activité ;

On entend par « émissions diffuses de COV », toutes les émissions de COV dans l'air, le sol et l'eau, qui n'ont pas lieu sous la forme d'émission canalisée. Pour le cas spécifique des COV, cette définition couvre, sauf indication contraire, les émissions retardées dues aux solvants contenus dans les produits finis.

## TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

### CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

#### ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal (m <sup>3</sup> )		Débit moyen horaire	Débit maximal	
		annuel	mensuel		Horaire	Journalier
Eau souterraine	Nappe des alluvions de l'Isère	700000 m <sup>3</sup>	80000 m <sup>3</sup>	120 m <sup>3</sup> /h	190 m <sup>3</sup> /h	3360 m <sup>3</sup> /j
Réseau public	Saint-Egrève	9500 m <sup>3</sup> dont 400 m <sup>3</sup> pour le process				

Les prélèvements d'eau dans la nappe souterraine sont exclusivement destinés au refroidissement des fours de traitement thermique et au rafraîchissement des bureaux

#### ARTICLE 4.1.2. SANS OBJET

#### ARTICLE 4.1.3. PROTECTION DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRELEVEMENT

##### *Article 4.1.3.1. Protection des eaux d'alimentation*

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans la nappe d'eau souterraine.

##### *Article 4.1.3.2. Prélèvement (et réinjection) d'eau en nappe par forage*

L'eau prélevée dans la nappe phréatique est exclusivement utilisée pour le refroidissement des fours de traitement thermique et pour le rafraîchissement des bureaux. Le prélèvement est effectué au moyen de 2 forages de profondeur comprise entre 20 et 25 mètres, et répondant aux prescriptions suivantes (applicables également aux ouvrages de réinjection) :

##### *4.1.3.2.1 Critères d'implantation et protection de l'ouvrage*

Sauf dispositions spécifiques satisfaisantes, l'ouvrage ne devra pas être implanté à moins de 35 m d'une source de pollution potentielle (dispositifs d'assainissement collectif ou autonome, cuves de stockage...).

Des mesures particulières devront être prises en phase chantier pour éviter le ruissellement d'eaux souillées ou d'hydrocarbures vers le milieu naturel.

Après le chantier, une surface de 5 m x 5 m sera neutralisée de toutes activités ou stockages, et exempte de toute source de pollution.

Les ouvrages sont implantés dans des locaux techniques dédiés.

##### *4.1.3.2.2 Réalisation et équipement de l'ouvrage*

La cimentation annulaire est obligatoire, elle se fera sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Elle se fera par injection par le fond, sur au moins 5 cm d'épaisseur, sur une hauteur de 10 m minimum, voire plus, pour permettre d'isoler les venues d'eau de mauvaise qualité. La cimentation devra être réalisée entre le tube et les terrains forés pour colmater les fissures du sol sans que le pré-tubage ne gêne cette action et devra être réalisée de façon homogène sur toute la hauteur.

Les tubages seront en PVC ou tous autres matériaux équivalents, d'au moins 125 mm de diamètre extérieur et de 5 mm d'épaisseur au minimum. Ils seront crépinés en usine.

La protection de la tête du forage assurera la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire. Elle comprendra une dalle de propreté en béton de 3 m<sup>2</sup> minimum centrée sur l'ouvrage, de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel, en pente vers l'extérieur du forage. La tête de forage sera fermée par



un regard scellé sur la dalle de propreté muni d'un couvercle amovible fermé à clef et s'élèvera d'au moins 0,50 m au-dessus du terrain naturel.

L'ensemble limitera le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêchera les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.

La pompe ne devra pas être fixée sur le tubage mais sur un chevalement spécifique, les tranchées de raccordement ne devront pas jouer le rôle de drain. La pompe utilisée sera munie d'un clapet de pied interdisant tout retour de fluide vers le forage.

Les ouvrages de prélèvement ne sont en aucun cas raccordés à une installation alimentée par un réseau public.

Les installations seront munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. Le relevé s'effectue journalièrement. Les volumes prélevés journalièrement, mensuellement et annuellement ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile seront indiqués sur un registre tenu à disposition des services de contrôle.

Le forage sera équipé d'un tube de mesure crépiné permettant la mise en place d'une sonde de mesure du niveau de la nappe au droit de chaque forage.

Les installations seront équipées également de dispositifs de mesure en continu de la température, de la conductivité et du niveau de la nappe : ces données seront reportées sur le registre mentionné ci-avant.

Pour l'ensemble de ces données (volumes, débits, niveaux de nappe, température, conductivité), un dispositif d'alarmes est mis en place avec renvoi sur une gestion technique centralisée et application de consignes adéquates préalablement définies.

Une synthèse trimestrielle des données mesurées sera transmise à l'inspection des installations classées.

Des robinets de prélèvements sont mis en place au niveau des forages afin de suivre la qualité de l'eau.

Les forages et leurs installations connexes feront l'objet d'un entretien régulier. Cet entretien sera complété par une inspection périodique, tous les 10 ans au minimum, permettant de vérifier l'étanchéité de l'installation concernée (contrôle des tubages et des cimentations).

L'accès aux forages sera interdit à toute personne étrangère à l'exploitation ou à l'entretien des installations.

#### 4.1.3.2.3 Abandon provisoire ou définitif de l'ouvrage

L'abandon de l'ouvrage sera signalé au service de contrôle en vue de mesures de comblement.

Tout ouvrage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations aquifères.

##### ▪ Abandon provisoire :

En cas d'abandon ou d'un arrêt de longue durée, le forage sera déséquipé (extraction de la pompe). La protection de la tête et l'entretien de la zone neutralisée seront assurés.

##### ▪ Abandon définitif :

Dans ce cas, la protection de tête pourra être enlevée et le forage sera comblé de graviers ou de sables propres jusqu'au plus -7 m du sol, suivi d'un bouchon de sobranite jusqu'à -5 m et le reste sera cimenté (de -5 m jusqu'au sol).

## CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

### ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1. ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

#### ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RESEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

#### ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

#### ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

##### *Article 4.2.4.1. Protection contre des risques spécifiques*

Sans objet

##### *Article 4.2.4.2. Isolement avec les milieux*

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

### CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU

#### ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les **eaux exclusivement pluviales** et eaux non susceptibles d'être polluées
- les **eaux pluviales susceptibles d'être polluées**, les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction),
- les **eaux polluées** : les eaux de procédé (eaux issues du bassin d'humidification des pièces plastiques, eaux issues des fours de traitement thermique), les eaux de lavage des sols, les purges des chaudières,...,
- les **eaux domestiques** : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine,
- les **eaux de refroidissement**. (réinjection en nappe)

L'ensemble des eaux pluviales issues des bâtiments et des zones imperméabilisées associés à l'extension du site (non polluées ou susceptibles d'être polluées) sont collectées vers des buses et dirigées, via des pompes de relevage, vers des bassins d'infiltration après traitement par des dispositifs séparateurs débourbeurs conformes aux dispositions du point 4.3.4. L'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux des systèmes de relevage.

Les eaux pluviales issues des bâtiments et des zones imperméabilisées existantes à la date du présent arrêté peuvent être rejetées dans les réseaux de collecte des eaux pluviales de la commune si elles ne sont pas associées à un bassin d'infiltration, sous réserve que les eaux susceptibles d'être polluées soient traitées préalablement par des dispositifs séparateurs débourbeurs. Toutefois, **dans un délai de 5 ans à compter de la notification du présent**



**arrêté**, ces eaux pluviales devront être collectées et dirigées vers un ou plusieurs bassins d'infiltration après traitement par des dispositifs séparateurs débourbeurs conformes aux dispositions du point 4.3.4.

Les eaux polluées sont collectées dans une cuve, en vue d'être traitées comme des déchets, conformément aux dispositions du titre V. La cuve répond aux dispositions du point 7.4. Jusqu'au 31/12/14, les eaux issues de l'humidification des pièces plastiques pourront être rejetées dans le réseau des eaux usées de la commune.

Les eaux domestiques sont collectées et rejetées vers le réseau communal, pour traitement dans la station d'épuration collective AQUAPOLE gérée par GRENOBLE ALPES METROPOLE.

Les eaux de refroidissement pompées dans la nappe sont réinjectées dans la nappe conformément aux dispositions des points 4.3.5 et 4.3.8.

#### **ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS**

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

#### **ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT**

Sans objet

#### **ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT**

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET**

Les émissaires de rejet vers le réseau de collecte des eaux usées communal sont au nombre de 6 : ils ne concernent que les rejets d'eaux usées domestiques, et les eaux issues du bassin d'humidification des pièces plastiques jusqu'au 31/12/14.

Les eaux pluviales issues des bâtiments et voiries associées à l'extension du site sont collectées et rejetées dans 2 bassins d'infiltration implantés dans le périmètre de l'établissement. Les eaux pluviales issues du bâtiment existant (bâtiment A) et des voiries existantes sont rejetées par l'intermédiaire des 4 émissaires actuels dans le réseau d'eaux pluviales communal, avant d'être rejetées dans un ou plusieurs bassins d'infiltration implanté(s) dans le périmètre de l'établissement **dans un délai de 5 ans** à compter de la notification du présent arrêté.

La réinjection des eaux de refroidissement dans la nappe souterraine s'effectue au moyen de 3 forages de réinjection.

#### **ARTICLE 4.3.6. CONCEPTION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET**

##### ***Article 4.3.6.1. Conception***

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.



### **Article 4.3.6.2. Aménagement**

#### **4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements**

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les caractéristiques et les modalités d'exploitation des forages de réinjection dans la nappe d'eau souterraine respectent les dispositions des points 4.1.3.2.1, 4.1.3.2.2 et 4.1.3.2.3. relatifs aux forages de prélèvement. Par ailleurs, chaque forage de rejet est équipé d'un tube plongeur afin d'éviter des hauteurs de chutes d'eau importantes favorisant le développement bactérien et la précipitation de carbonates.

### **ARTICLE 4.3.7. GESTION DES EAUX POLLUEES ET DES EAUX RESIDUAIRES INTERNES A L'ETABLISSEMENT**

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

### **ARTICLE 4.3.8. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX RESIDUAIRES AVANT REJET DANS LE MILIEU NATUREL**

L'exploitant est autorisé à procéder à la réinjection en nappe des eaux issues du circuit primaire des eaux de refroidissement des fours et de rafraîchissement des bureaux, sous réserve que l'écart thermique entre l'eau prélevée et l'eau rejetée soit inférieur ou égal à 8°C, et que la température de l'eau rejetée soit inférieure ou égale à 22°C.

Par ailleurs, l'exploitant devra valider les conclusions de la modélisation du panache thermique pour un débit maximal horaire de 190 m<sup>3</sup>/h en effectuant un suivi des températures sur un piézomètre implanté en aval du site, dans un secteur représentatif du panache thermique. Le suivi devra être fait si possible par enregistrement au pas de temps horaire ou à défaut, par des mesures au minimum journalières, la sonde étant placée au milieu de la tranche aquifère du piézomètre.

Le rejet dans le milieu naturel des eaux issues du circuit secondaire de refroidissement (circuit de refroidissement connecté aux fours de traitement thermique et aux installations de rafraîchissement des bureaux) est interdit.

En cas de problème de réinjection (crues exceptionnelles, vieillissement du forage de rejet, ...), le circuit de refroidissement est équipé d'un by-pass de rejet relié au réseau de collecte des eaux pluviales de la commune.

### **ARTICLE 4.3.9. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX DOMESTIQUES**

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

### **ARTICLE 4.3.10. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES**

Les eaux pluviales collectées dans les installations et susceptibles d'être polluées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

### **ARTICLE 4.3.11. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES**

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans les bassins d'infiltration ou dans le réseau de collecte des eaux pluviales communal, les valeurs limites en concentration suivantes :



Paramètre	Concentrations instantanées (mg/l)
Hydrocarbures	5
Zinc	2
DCO	125
MES	35
DBO5	30
Fer	5
pH	Compris entre 5,5 et 8,5

---

## TITRE 5 - DECHETS

---

### CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

#### ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DECHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
  - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
  - b) le recyclage ;
  - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
  - d) l'élimination .

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

#### ARTICLE 5.1.2. SEPARATION DES DECHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les déchets doivent être répertoriés selon les deux catégories suivantes :

- les déchets non dangereux,
- les déchets dangereux définis à l'article R. 541-8 .

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 43-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

#### ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DECHETS

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, l'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants est réalisé sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination

#### **ARTICLE 5.1.4. DECHETS GERES A L'EXTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT**

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

#### **ARTICLE 5.1.5. DECHETS GERES A L'INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT**

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

#### **ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT**

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

#### **ARTICLE 5.1.7. DECHETS PRODUITS PAR L'ETABLISSEMENT**

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	15 01 01	Cartons/papiers
	15 01 37	palettes bois
	20 03 01	DIB
	20 01 39	DIB plastiques
	16 03 06	plastiques
	12 01 03	déchets métalliques
	15 02 03	chiffons
	16 06 05	piles
	06 03 14	sels de trempe
Déchets dangereux	13 05 08	Boues issues des séparateurs d'hydrocarbures
	13 01 05 et 12 01 09	huiles usées
	16 10 01	bains cuve ultrason
	15 02 02	absorbants (sable souillé d'huiles)
	11 01 13	mélange de solvant A3 et d'huiles

## TITRE 6 PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

### CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES

#### ARTICLE 6.1.1. AMENAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

#### ARTICLE 6.1.2. VEHICULES ET ENGIN

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

#### ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

#### ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergence réglementée figurent sur le plan annexé au présent arrêté.

#### ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

### CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

#### ARTICLE 6.3.1. VIBRATIONS

Les presses de l'activité « métal » sont disposées sur des systèmes anti-vibrations.

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

---

## TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

---

### CHAPITRE 7.1 GENERALITES

#### ARTICLE 7.1.1. LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

#### ARTICLE 7.1.2. ETAT DES STOCKS DE PRODUITS DANGEREUX

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

#### ARTICLE 7.1.3. PROPRETE DE L'INSTALLATION

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

#### ARTICLE 7.1.4. CONTROLE DES ACCES

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.

Une surveillance est assurée en permanence. En l'absence de personnel d'exploitation sur le site, cette surveillance peut être organisée sous forme de rondes périodiques.

#### ARTICLE 7.1.5. CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

#### ARTICLE 7.1.6. ETUDE DE DANGERS

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

### CHAPITRE 7.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

#### ARTICLE 7.2.1. COMPORTEMENT AU FEU

##### *Article 7.2.1.1. Installations relevant de la rubrique n°2661 (transformation de polymères)*

Les locaux abritant les installations de transformation de polymères relevant de la rubrique n°2661 (bâtiments A et E) doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- ossature (ossature verticale et charpente de toiture) stable au feu de degré 1/2 heure pour le bâtiment existant (bâtiment A) et stable au feu de degré 2 heures pour le nouveau bâtiment E
- murs extérieurs et portes pare-flamme de degré 1/2 heure, les portes étant munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- plancher haut ou mezzanine coupe-feu de degré 1 heure.



D'autre part, afin de ne pas aggraver les effets d'un incendie, ces installations sont séparées des installations relevant des rubriques **2662** et **2663** (à l'exception des en-cours de fabrication dont la quantité sera limitée aux nécessités de l'exploitation), et des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation :

- soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts,
- soit par un mur coupe-feu REI120, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement (ou dispositif constructif équivalent), dans les autres cas. Les portes sont coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

#### ***Article 7.2.1.2. Installations relevant de la rubrique n°2560 (travail mécanique des métaux)***

L'atelier de production des pièces métalliques (découpe/usinage) situé dans le bâtiment D et relevant de la rubrique n°2560 sera séparé des zones de stockages du bâtiment C et de l'atelier de traitement thermique par des murs coupe-feu REI120 dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement. Les portes séparatives sont coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique .

#### ***Article 7.2.1.3. Installations relevant des rubriques n°2562, n°2561 et n°1200 (traitement thermique)***

L'atelier de traitement thermique abritant les fours à bains de sels fondus et le four de cémentation gazeuse relevant des rubriques n°2562 et n°2561, ainsi que le stockage des sels de trempe relevant de la rubrique n°1200, sera séparé des autres ateliers et zones de stockage de matières combustibles par des murs coupe-feu REI120 dépassant d'au moins 1 mètre en toiture. Les portes séparatives sont coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique. L'ossature et la charpente de l'atelier de traitement thermique auront une stabilité au feu de degré 2 heures.

Le stockage des sels de trempe (produits comburants) relevant de la rubrique n°1200 doit être implanté à une distance d'au moins 8 mètres de tout stockage de matières dangereuses d'une autre nature ou pouvant entraîner un accroissement des risques (matières combustibles par exemple). Cette distance de 8 m peut ne pas être respectée si les dispositions techniques mises en place entre les stockages de produits incompatibles ou les caractéristiques des locaux renfermant ces produits incompatibles permettent d'éviter tout accroissement des risques .

#### ***Article 7.2.1.4. Installations relevant de la rubrique n°1510 (stockage de matières combustibles)***

Les locaux abritant l'installation relevant de la rubrique n°1510 (bâtiment C) présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- les parois extérieures sont construites en matériaux A2 s1 d0 ou en matériaux conformes aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique n° 1510
- l'ensemble de la structure présente les caractéristiques R 15 ;
- en ce qui concerne la toiture, les poutres et les pannes sont au minimum R 15 ; les autres éléments porteurs sont réalisés au minimum en matériaux A2 s1 d0 et l'isolant thermique (s'il existe) est réalisé en matériaux au minimum B S3 d0 avec pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg, ou en matériaux conformes aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté du 5 août 2002 susvisé. L'ensemble de la toiture hors poutres et pannes satisfait la classe et l'indice Broof (t3) ;
- les planchers hauts (hors mezzanines) sont REI 120 ; en outre, la stabilité au feu des structures porteuses des planchers, pour les entrepôts de deux niveaux et plus, est de degré deux heures au moins ;
- les portes et fermetures des murs séparatifs sont EI 120 (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries). Ces portes et fermetures sont munies d'un ferme-porte, ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique, également de degré EI 120 ;
- les murs séparatifs sont REI 120 sur les côtés sud, est et ouest du bâtiment permettant de séparer le stockage des autres activités ; ces parois sont prolongées latéralement sur une largeur de 1 mètre ou 0,50 mètre en saillie de la façade (ou dispositif constructif équivalent), dans la continuité de la paroi. ;
- les murs séparatifs sont REI 120 ou une distance libre de 10 mètres est maintenue entre une cellule et un local technique (hors chaufferie, tel que prévu au point 4.4) ;

- les portes et fermetures des murs séparatifs résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture sont EI 120.

La surface des cellules du bâtiment C est inférieure ou égale à 1100 m<sup>2</sup>.

La hauteur maximale de stockage en paletier (niveau haut de la dernière palette) du bâtiment C pourra être de 12,3 mètres sous réserve de :

- prévoir un désenfumage du bâtiment avec les surfaces d'exutoires dimensionnées par rapport au risque en ayant réalisé au préalable si nécessaire une étude technique spécifique ;
- prévoir les modalités d'accès aux racks de stockage malgré la panne des automates ou la coupure de fluides inhérente à une intervention des secours ;
- garantir l'absence de source d'ignition, de développement et de propagation d'un incendie dans le bâtiment (comme l'entrée d'une palette enflammée dans le bâtiment, l'accumulation de déchets au sol sous les racks, etc) ;
- détecter au plus tôt un départ de feu dans le bâtiment.

#### *Article 7.2.1.5. Prescriptions générales*

L'ensemble des bâtiments de production (bâtiments A, C, D et E) disposent d'une couverture incombustible, à l'exception de la surface dédiée à l'éclairage zénithal et aux dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion.

Les couvertures ne comportent pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments constitutifs de l'éclairage zénithal sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de tous les murs coupe-feu séparatifs.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Le sol des aires de production et locaux de stockage est incombustible (de classe A1).

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet de l'ensemble des stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage ; cette distance doit respecter la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les prescriptions du dernier paragraphe de l'article 7.2.1.4 sont applicables à tout stockage en paletier situé dans l'un quelconque des bâtiments du site.

### **ARTICLE 7.2.2. CHAUFFERIES**

Les chaufferies sont situées dans des locaux exclusivement réservés à cet effet, extérieurs aux bâtiments de stockage ou d'exploitation ou isolés par une paroi de degré REI 120. Toute communication éventuelle entre ces locaux et ces bâtiments se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes EI30, munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré EI120.

A l'extérieur des chaufferies sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'alimentation en gaz naturel;
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

## ARTICLE 7.2.3. INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS

### *Article 7.2.3.1. Accessibilité*

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

### *Article 7.2.3.2. Accessibilité des engins à proximité de l'installation*

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15%,
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de  $S = 15/R$  mètres est ajoutée,
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum,
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie,
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles et la voie « engin ».

### *Article 7.2.3.3. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site*

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin,
- longueur minimale de 10 mètres,
- présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».

### *Article 7.2.3.4. Mise en station des échelles*

Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie « échelle » est directement accessible depuis la voie « engin » définie à l'article 7.2.3.2.

Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. La voie respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10%,
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de  $S = 15/R$  mètres est ajoutée,
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie,
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment,
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup>.

Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, cette voie « échelle » permet d'accéder à des ouvertures.

Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant de voie échelle et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou



les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services de secours.

#### **Article 7.2.3.5. Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins**

A partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large au minimum.

#### **ARTICLE 7.2.4. DESENFUMAGE**

Les locaux à risque incendie (bâtiment A, C, D et E) sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC). Dans le cas des nouveaux bâtiments C, D et E, ces dispositifs sont conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2% de la surface au sol du local considéré.

Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m<sup>2</sup> est prévu pour 250 m<sup>2</sup> de superficie projetée de toiture.

Les dispositifs d'évacuation ne doivent pas être implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les zones de stockages et de production.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. En ce qui concerne les nouveaux bâtiments C, D et E, elles sont installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.

Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :

- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture)
- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bi-fonction sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération.
- la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 mètres. La classe SL0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige.
- classe de température ambiante T0 (0 °C).
- classe d'exposition à la chaleur B300.

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur. Lorsque la cellule dispose de portes de quai, il n'est pas nécessaire de mettre en place les dispositifs mentionnés précédemment.

Dans le cas d'un désenfumage naturel déclenché par un système de détection incendie et en présence d'un système d'extinction automatique, les seuils de détection sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

#### **ARTICLE 7.2.5. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :



- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;
- d'un dispositif d'extinction automatique couvrant les bâtiments de production et de stockage des matières premières et produits semis-finis et finis, alimenté par 1 réserve d'eau de 2520 m<sup>3</sup> ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
- de plusieurs poteaux incendie permettant de fournir un débit horaire minimal de 420 m<sup>3</sup>/h, lequel devra être disponible pendant au moins 4 heures en fonctionnement simultané d'au moins 4 poteaux incendie et hors des besoins propres à l'établissement (process, extinction automatique) avec un minimum de 60 m<sup>3</sup>/h par prise d'eau. Ces appareils d'incendie de DN 100 mm ou DN 150 mm seront judicieusement répartis, dont un implanté à 100 m au plus de chaque accès aux bâtiments. Ils seront éloignés de 150 mètres entre eux au maximum, les distances étant mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours.

En cas d'insuffisance du réseau public ou privé, l'utilisation complémentaire de points d'eau naturels ou artificiels pourra être admise, sous réserve d'aménager les accès et dispositifs d'aspiration conformément aux règles de l'art. Nonobstant la configuration du dispositif hydraulique choisi, le tiers au moins des besoins en eau incendie devra être délivré par un réseau sous pression de façon à être immédiatement utilisable.

La réserve d'eau de 2520 m<sup>3</sup> disponible pour l'installation d'extinction automatique à eau et pour les poteaux incendie sera équipée d'une sortie munie de 2 raccords de DN100 permettant l'alimentation des engins pompes en cas de non fonctionnement de cette même installation.

La réalisation effective des moyens de défenses extérieure contre l'incendie sollicités pour le risque particulier à défendre et leur pérennité (nature des prises d'eau, diamètre des canalisations, maillage, capacité du réservoir, ...) est à convenir avec le maire de la commune de Saint-Egrève.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

## **CHAPITRE 7.3 DISPOSITIF DE PREVENTION DES ACCIDENTS**

### **ARTICLE 7.3.1. MATERIELS UTILISABLES EN ATMOSPHERES EXPLOSIBLES**

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 7.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.

### **ARTICLE 7.3.2. INSTALLATIONS ELECTRIQUES**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

### **ARTICLE 7.3.3. VENTILATION DES LOCAUX**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.



La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

#### **ARTICLE 7.3.4. SYSTEMES DE DETECTION ET EXTINCTION AUTOMATIQUES**

Les bâtiments de stockage et de production ainsi que chaque local technique ou armoire technique dispose d'un dispositif de détection incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant. Cette détection peut être assurée par un système d'extinction automatique dans le cas où la circulation de l'eau dans les tuyauteries actionne une alarme transmise à un poste de surveillance de l'exploitant. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Le point le plus haut des stockages se situe à une distance compatible avec les exigences du fonctionnement des dispositifs de détection. Cette distance ne peut en tout état de cause être inférieure à 1 mètre.

A l'exception de l'atelier de traitement thermique et de l'atelier « métal », les bâtiments de stockage de matières premières et de produits semis-finis et finis ainsi que les bâtiments de production sont protégés par un système d'extinction automatique de type sprinklage.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

### **CHAPITRE 7.4 DISPOSITIF DE RETENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

#### **ARTICLE 7.4.1. RETENTIONS ET CONFINEMENT**

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas d'accident sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés (cuves double-enveloppe avec détection de fuite), et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Les stockages sont implantés à l'intérieur des bâtiments ou, a minima, sous auvent.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Concernant l'atelier de traitement thermique, celui-ci sera protégé des eaux d'extinction d'un éventuel incendie par le biais d'une barrière étanche à déclenchement automatique sur alarme (ferme-porte étanche). Cette protection respectera les dispositions suivantes :

- l'évacuation des personnes ne doit pas être entravée et la possibilité d'ouverture totale des issues de secours doit être maintenue ;
- une mise en œuvre automatique et manuelle des éléments d'étanchéité en cas de sinistre doit être prévue ;
- la sécurité des intervenants par rapport au risque électrique doit être garantie : aucune installation électrique ne doit se situer en-dessous du niveau maximum d'inondation ;
- une coupure générale et unique de l'électricité dans la zone doit être installée à proximité d'un accès à la zone et signalée.

Le sol sera recouvert par un revêtement étanche et résistant à l'action chimique des produits mis en œuvre.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

De manière générale, ce confinement est réalisé par une collecte gravitaire des eaux issues de l'extinction d'un incendie vers un système de buses implantées en périphérie des bâtiments et à un niveau plus bas que les bassins d'infiltration des eaux pluviales. En cas de sinistre, les pompes de relevage des buses vers les bassins d'infiltration sont immédiatement arrêtées. La commande des pompes peut être réalisée en local ou à distance.

Afin de rendre efficace ce confinement, les points de rejet des eaux pluviales associées au bâtiment et zones imperméabilisées du site existant sont équipés d'une vanne d'obturation. Une consigne en précise les modalités de mise en œuvre.

Le volume total de confinement ainsi disponible pour l'ensemble du site est de 2570 m<sup>3</sup> minimum.

Il est interdit d'utiliser comme rétention les voiries de desserte ainsi que celles destinées à la circulation des engins et des personnels des équipes de secours ; les quais de chargement ne peuvent qu'exceptionnellement servir de rétention : dans ce cas, la hauteur d'eau maximale ne devra pas excéder 20 cm afin d'assurer la sécurité des intervenants.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées, si elles ne respectent pas les valeurs limites de rejet des eaux pluviales mentionnées à l'article 4.3.11.

## **CHAPITRE 7.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION**

### **ARTICLE 7.5.1. SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION**

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

### **ARTICLE 7.5.2. TRAVAUX**

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 7.1.1 et notamment celles recensées en tant que zones à risque d'explosion, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

#### **ARTICLE 7.5.3. VERIFICATION PERIODIQUE ET MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS**

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

#### **ARTICLE 7.5.4. CONSIGNES D'EXPLOITATION**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant une substance dangereuse,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.4.1 (arrêt des pompes de relevage),
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

---

## **TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT**

---

### **CHAPITRE 8.1 SANS OBJET**

### **CHAPITRE 8.2 SANS OBJET**

#### **CHAPITRE 8.3 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX STOCKAGES DE POLYMERES RELEVANT DE LA RUBRIQUE N°2662 (MATIERES PREMIERES)**

Les installations relevant de la rubrique n°2662 présentes dans les bâtiments C et E sont exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Toutefois, la zone de stockage automatique sur rack ne dispose pas de RIA tels que prévus au paragraphe 2.2.14 des prescriptions de l'annexe I de l'arrêté susvisé.

L'ensemble des zones de stockage sont protégées par un système d'extinction automatique par sprinklage.

Chaque cellule ou zone de stockage est inférieure ou égale à 1200 m<sup>2</sup>, et ne comporte pas de bureaux ni de locaux sociaux (à l'exception des bureaux dits de quais destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais). De même, les locaux de charge des batteries des chariots et les locaux abritant les chaufferies ne sont pas contigus aux zones de stockage relevant de la rubrique n°2662.

La hauteur de stockage des matières premières sera inférieure à 12 mètres.

#### **CHAPITRE 8.4 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX STOCKAGES DE SOLVANTS**

Le stockage des solvants volatils doit être réalisé à l'abri du soleil.

Les stocks de solvants sont limités à la stricte nécessité de l'exploitation.

Ces stocks sont :

- soit placés dans des armoires, métalliques ou constituées de matériaux ignifugés ;
- soit isolés par des murs coupe-feu de degré deux heures des machines de production et des locaux destinés au stockage de matières combustibles.

#### **CHAPITRE 8.5 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DES RUBRIQUES N°1200, N°1510, N°2561, N°2565, N°2661-2, N°2663-2 ET N°2925**

Les installations relevant des rubriques n°1200, n°1510, n°2561, n°2565, n°2661-2, n°2663-2 et n°2910 sont régies par les dispositions du présent arrêté.

#### **CHAPITRE 8.6 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX CIRCUITS DE REFROIDISSEMENT DES FOURS DE TRAITEMENT THERMIQUE ET DE RAFRAICHISSEMENT DES LOCAUX**

Les circuits de refroidissement des fours de traitement thermique et de rafraîchissement des bureaux sont composés d'une boucle primaire et d'une boucle secondaire, permettant de limiter le risque de pollution de la nappe. Les échangeurs thermiques entre les réseaux primaires et secondaires sont doublés par un échangeur de secours.

Les réseaux hydrauliques sont conçus de manière à éviter les bras morts.

Les échangeurs sont protégés par des filtres. Des compteurs d'eau sont mis en place en amont et en aval des échangeurs afin de prévenir d'un risque de fuite d'un échangeur et du risque de contact entre les réseaux primaires et secondaires.

Les réseaux primaires et secondaires sont équipés de robinets de puisage aux fins d'analyses. Durant la première année d'exploitation, des analyses d'eau sont réalisées tous les mois, puis tous les 6 mois. La fréquence pourra



devenir annuelle à l'issue de l'élaboration d'un bilan justifiant de l'allègement des contrôles et après accord de l'inspection des installations classées.

Des sondes de température sont mises en place en amont et en aval des réseaux. Elles sont asservies à des vannes de coupure motorisées afin d'éviter le rejet d'eau à une température non conforme aux dispositions du paragraphe 4.3.8.

Lors des opérations de maintenance et de nettoyage des équipements du réseau secondaire, ceux-ci sont préalablement déconnectés du réseau hydraulique primaire. Ils ne sont reconnectés qu'après validation de la qualité de l'eau.

## CHAPITRE 8.7 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE N°1185 (*gaz à effet de serre*)

### 8.7.1. Registre entrée-sortie :

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des hydrocarbures halogénés reçus, stockés, consommés, récupérés et recyclés, auquel est annexé un plan général des stockages.

### 8.7.2 Vérification périodique des équipements

Afin de limiter les risques de fuites (ou de déclenchements intempestifs pour les installations d'extinction), les équipements (y compris les organes de détection et de déclenchement) doivent être régulièrement contrôlés, et au moins une fois par an par une personne compétente et répondant aux conditions de capacité professionnelle et d'inscription sur un registre préfectoral prévues par l'article 4 du décret du 7 décembre 1992 relatif aux fluides frigorigènes. Le contrôle doit être effectué en utilisant un détecteur de fuites manuel ou un contrôleur d'ambiance déplacé devant chaque site de fuite potentielle. Le détecteur et le contrôleur d'ambiance sont adaptés au fluide contenu dans l'installation.

La présence de contrôleurs d'ambiance ne dispense pas du contrôle annuel d'étanchéité. Les détecteurs de fuites et les contrôleurs d'ambiance doivent répondre à un seuil de sensibilité minimum, vérifié annuellement et exprimé en unité usuelle de ces appareils, conforme à la réglementation et aux normes applicables. Lorsqu'il est procédé à un contrôle d'étanchéité, un marquage amovible doit être apposé sur les composants nécessitant une réparation. Un contrôle d'étanchéité doit également être effectué sur les appareils clos en exploitation au moment de la mise en service de l'appareil. Ces opérations de maintenance font l'objet d'un rapport tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### 8.7.3. Vidanges

A l'exception de celles nécessaires à la sécurité des hommes ou la protection des équipements, toute opération de dégazage des fluides est interdite dans l'atmosphère. Lorsqu'il est nécessaire, lors de l'installation ou à l'occasion de leur entretien, de leur réparation ou de la mise au rebut, de vidanger les appareils, la récupération des fluides qu'ils contiennent est obligatoire et doit, en outre, être intégrale et assurée par une personne compétente.

### 8.7.4. Valeurs limites et conditions de rejet

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires afin de limiter les émissions à l'atmosphère notamment en procédant aux vérifications périodiques prévues au point 8.7.2 et aux récupérations prévues au point 8.7.3. Les pertes annuelles exprimées en masse de chaque substance utilisée doivent être inférieures à 5 % pour les halons et 2 % pour les autres fluides. Ces pertes sont mesurées selon les méthodes définies au point 8.7.1.

### 8.7.5. Bilan périodique de la pollution rejetée

Les émissions de fluides sont évaluées par les moyens comptables prévus au point 8.7.1, les substances récupérées, revendues, cédées ou détruites étant déduites. Une évaluation des pertes annuelles doit être effectuée au moins tous les ans.

### 8.7.6. Conception des installations

Les équipements et les capacités de stockage portent une plaque signalétique précisant la nature et la quantité maximale de fluide qu'ils contiennent.

L'interdiction de dégazage dans l'atmosphère prévue au point 8.7.3 fait l'objet d'un marquage efficace sur les équipements.

Un contrôle d'étanchéité doit être effectué avant remplissage de l'installation et à l'issue de chaque intervention affectant le circuit emprunté par le fluide.

Les équipements (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être conçus de manière à permettre la vidange telle que prévue au point 8.7.3 et le chargement en fluide de manière confinée. A cet effet, chaque portion de circuit doit être dotée d'au moins un orifice dimensionné obturable. Les orifices doivent être obturés par les robinets de vidange à étanchéité renforcée, protégés contre les ouvertures accidentelles par des capuchons.

Les matériaux utilisés pour la fabrication des composants en contact avec le fluide doivent être compatibles avec les hydrocarbures halogénés et les lubrifiants mis en oeuvre.

Les assemblages doivent être réalisés de préférence par soudage ou brasage. Les raccords vissés doivent être réservés aux nécessités de démontage pour entretien. Les appareils et réservoirs doivent être conformes à la réglementation relative aux appareils sous pression de gaz.



## TITRE 9 - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

### CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

#### ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

### CHAPITRE 9.2 MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

#### ARTICLE 9.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

##### *Article 9.2.1.1. Auto surveillance des rejets atmosphériques*

##### 9.2.1.1.1 Auto surveillance par la mesure des émissions canalisées ou diffuses

Les émissions canalisées font l'objet d'une surveillance selon les modalités fixées dans le tableau suivant :

Paramètres	Fréquence de surveillance					
	Conduit n°1 et n°2	Conduit n°3 à n°7	Conduit n°8	Conduit n°9	Conduits n°10 et n°11	Conduit n°12
Débit	annuelle	Tous les 3 ans	annuelle	annuelle	annuelle	annuelle
O <sub>2</sub>	annuelle	Tous les 3 ans	annuelle	annuelle	annuelle	annuelle
Poussières	annuelle	/	/	/	annuelle	annuelle
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	annuelle	Tous les 3 ans	/	/	annuelle	/
COVNM	/	/	annuelle	annuelle	/	annuelle
Acidité en H <sup>+</sup>	/	/	/	/	annuelle	/
Alcalinité en OH <sup>-</sup>	/	/	/	/	annuelle	/
Brouillard d'huile	/	/	/	/	/	annuelle

Par ailleurs, les émissions diffuses de COVNM issues des activités d'injection à chaud de matières plastiques sont évaluées annuellement à partir de mesures effectuées au niveau des extractions des bâtiments A et E, en des points représentatifs des émissions globales dans l'environnement. Ces mesures donnent lieu à une estimation des émissions diffuses annuelles.

De même, les émissions de COVNM issues des machines de dégraissage sont évaluées annuellement à partir d'une mesure effectuée au niveau des extractions des locaux concernés. Ces mesures sont exploitées dans le cadre de la réalisation du plan de gestion visé à l'article 9.2.1.1.2.

##### 9.2.1.1.2 Auto surveillance des émissions par bilan

La consommation de solvant de l'ensemble des installations étant supérieure à une tonne/an, l'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des différentes installations (machines de dégraissage et machine d'électroérosion). Ce plan est établi au minimum tous les ans et

tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, ainsi que tout justificatif concernant la consommation de solvant (factures, nom des fournisseurs...) et l'élimination des déchets.

Par ailleurs, l'exploitant réalise annuellement un bilan matière des émissions de HFC (Hydrofluorocarbures) et HCFC (Hydrochlorofluorocarbures) et PFC (perfluorocarbures).

#### **ARTICLE 9.2.2. RELEVÉ DES PRÉLEVEMENTS D'EAU**

Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement.

Par ailleurs conformément aux dispositions de l'article 4.1.3.2.2, la température, la conductivité et le niveau de la nappe sont mesurés en continu au niveau des installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe.

Les résultats sont portés sur un registre conformément aux dispositions du point 4.1.3.2.2.

Une analyse physico-chimique de l'eau brute prélevée est réalisée tous les mois durant la première année d'exploitation, puis tous les 6 mois. La fréquence pourra devenir annuelle à l'issue de l'élaboration d'un bilan justifiant de l'allègement des contrôles et après accord de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 9.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RESIDUAIRES**

##### *Article 9.2.3.1. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets*

Une analyse physico-chimique de l'eau de refroidissement réinjectée dans la nappe est réalisée tous les mois durant la première année d'exploitation, puis tous les 6 mois. La fréquence pourra devenir annuelle à l'issue de l'élaboration d'un bilan justifiant de l'allègement des contrôles et après accord de l'inspection des installations classées.

Par ailleurs conformément aux dispositions des articles 4.3.5 et 4.1.3.2.2, le débit, la température, la conductivité et le niveau de la nappe sont mesurés en continu au niveau des installations de réinjection des eaux de refroidissement en nappe : ces données sont reportées sur un registre.

#### **ARTICLE 9.2.4. AUTO SURVEILLANCE DES DÉCHETS**

##### *Article 9.2.4.1. Analyse et transmission des résultats d'auto surveillance des déchets*

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

#### **ARTICLE 9.2.5. SANS OBJET**

#### **ARTICLE 9.2.6. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES**

##### *Article 9.2.6.1. Mesures périodiques*

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

### **CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS**

#### **ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2 notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R. 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en



œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

#### **ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE**

L'exploitant établit trimestriellement un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures réalisées sur les eaux de refroidissement prélevées et réinjectées en nappe prévues aux articles 9.2.2 et 9.2.3. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Ce rapport est transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 9.3.3. TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE DES DECHETS**

Les justificatifs évoqués à l'article 9.2.4 doivent être conservés (trois ans ou cinq ans ou 10 ans).

#### **ARTICLE 9.3.4. SANS OBJET**

#### **ARTICLE 9.3.5. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES**

Les résultats des mesures réalisées en application du chapitre 9.2 sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

### **CHAPITRE 9.4 BILANS PERIODIQUES**

#### **ARTICLE 9.4.1. BILANS ET RAPPORTS ANNUELS**

##### ***Article 9.4.1.1. Bilan environnement annuel***

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées.
- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. Ce bilan concerne au minimum, d'après les éléments portés à la connaissance de l'inspection des installations classées, les déchets dangereux éliminés :

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

##### ***Article 9.4.1.2 Rapport annuel***

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (notamment ceux récapitulés au chapitre 2.7.1) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation dans l'année écoulée.